



LE CONFLIT ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE

VERS UNE RÉGIONALISATION DU CONFLIT ET UNE ENTRÉE EN GUERRE DE L'IRAN ?

Par Matthieu HOCQUE, directeur adjoint des études

William THAY, Président du Millénaire



AVANT-PROPOS

Le Moyen-Orient fait face à un risque majeur de régionalisation du conflit entre Israël et le Hamas. En effet, alors qu'Israël a éliminé le leader de la branche politique du Hamas et un des leaders du Hezbollah, deux proxys de l'Iran, ce dernier prépare une riposte qui selon les informations américaines pourrait être disproportionnée.

Israël a toujours été entourée d'ennemis, mais depuis le 7 octobre **l'hostilité à son encontre est au plus haut avec un arc chiite qui multiplie les provocations et les attaques** comme les récentes frappes du Hezbollah sur le plateau du Golan qui représentent la pire attaque qu'Israël ait subie depuis les attentats du 7 octobre.

Aucun autre pays du monde qu'Israël n'est entouré d'autant d'ennemis hostiles. Avant le 7 octobre, **12 pays sur 20 du Moyen-Orient et du Maghreb sur ne reconnaissent pas l'existence d'existence et n'entretiennent aucune relations politiques et économiques avec l'Etat hébreux**. Seuls 6 Etats reconnaissent son existence : la Turquie, l'Egypte, la Jordanie, le Soudan, le Maroc et les Emirats arabes unis. Si le pays a su se mettre à l'abri d'une guerre contre une coalition arabe, les événements du 7 octobre ont plongé le Moyen-Orient dans une période de tensions au plus haut avec un risque réel de régionalisation du conflit entre Israël et le Hamas.

Israël est entourée de menaces. Cette étude vise à revenir sur **les origines du conflit (I), ses tentatives de résolution (II)** et sur **la nouvelle ère dans laquelle est entrée le Moyen-Orient depuis le 7 octobre** avec un risque permanent de régionalisation du conflit. Nous déterminons ici le risque, les scénarios et les rapports de force dans la zone avant de dessiner les contours de la ligne que doit faire entendre la France.

AVANT-PROPOS	2
LES ORIGINES DU CONFLIT	5
LA CREATION DE L'État D'ISRAEL EN 1948	5
LA DECOLONISATION OTTOMANE.....	5
LA DECOLONISATION BRITANNIQUE	6
LES CONFLITS : DES GUERRES ISARELO-ARABES AU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN	8
GUERRES ISRAELO-ARABE (1948-1949).....	8
GUERRE DES SIX JOURS (1967)	9
GUERRE DU KIPPOUR (1973)	10
LES TENTATIVES DE RESOLUTION.....	12
SOUS L'EGIDE DES États-UNIS ET DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES	13
LES ACCORDS D'OSLO (1993).....	13
LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DE L'AUTORITE PALESTINIENNE (2012)	15
LE PLAN TRUMP ET LES ACCORDS D'ABRAHAM (2020).....	15
LES BLOCAGES AU PROCESSUS DE PAIX	17
LES POINTS D'ACHOPPEMENT ENTRE ISRAEL ET LA PALESTINE.....	17
UNE RADICALISATION DES POSITIONS DANS LES ANNEES 2000	20
LA CHINE : UN NOUVEL ACTEUR POUR RESOUDRE LE CONFLIT ?	22
ISRAEL FACE AUX MENACES.....	25
LE 7 OCTOBRE A PLONGE ISRAEL DANS UNE NOUVELLE ERE	26
LE PIRE CRIME DE L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE	26
UN DURCISSEMENT DES ENNEMIS D'ISRAEL APRES LE 7 OCTOBRE	27
VERS L'ESCALADE A PARTIR DU CONFLIT ENTRE LE HAMAS ET ISRAEL ?	34
LES CONSEQUENCES D'UNE ESCALADE : LA REGIONALISATION DU CONFLIT	37
LE MOYEN-ORIENT : UNE SITUATION PROCHE DE L'EUROPE DE 1914	37
ETAT DES LIEUX DU RAPPORT DE FORCE MILITAIRE DANS LA REGION	39
QUELS SCENARIOS DE REGIONALISATION ?.....	47
UNE REGIONALISATION DU MONDE QUI ABOUTIRAIT A UNE GUERRE MONDIALE	53
VERS UNE MONDIALISATION DU CONFLIT ?	53
LE DILEMME DE L'OCCIDENT	54
CONCLUSION : QUELLE VOIX DOIT FAIRE ENTENDRE LA FRANCE ?	55

LES ORIGINES DU CONFLIT

LA CREATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL EN 1948

LA DECOLONISATION OTTOMANE

Les territoires de ce que l'on appelle aujourd'hui Israël et Palestine ont appartenu à l'Empire Ottoman de 1517 jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale. Seulement, pour vaincre la puissance ottomane lors de la Première guerre mondiale, les puissances alliées ont exalté les nationalismes au sein des empires. Ce fut le cas en Europe pour l'Autriche-Hongrie avec les minorités Slovaques, Slovènes, Tchèques, etc., mais également au Moyen-Orient pour l'Empire Ottoman avec deux minorités principales : la minorité arabe vaincue par les Turcs ottomans en 1517 ainsi que la minorité juive de Palestine qui cherche à recréer un foyer national sioniste exprimée par la pensée de Theodor Herzl en 1870. Ainsi, la Première guerre mondiale acte pour la perspective pour les minorités nationalistes arabes comme juives de pouvoir disposer d'un État-nation, à l'image de l'essor des nationalismes européens au cours du XIXème siècle (Italie, Allemagne, Pologne, etc.).

C'est pourquoi les Britanniques et les Français signent des traités avec les deux minorités prévoyant à chacun des États-nations en contrepartie de leur soutien face aux Ottomans. Sont signés :

- **Les accords Skyes-Picot** le 16 mai 1916 qui prévoient le partage de l'Empire ottoman entre la France et le Royaume-Uni avec accord de la Russie, incluait la promesse des Britanniques au Roi Hussein, la naissance d'un grand État arabe au Moyen-Orient ;
- **La déclaration de Balfour** le 2 novembre 1917 qui prévoit l'établissement d'un foyer juif national en terre de Palestine dès la fin de la guerre et qui va encourager les Juifs européens (séfarades et ashkénazes) à s'installer en Palestine.

L'Empire Ottoman est donc démantelé au Moyen-Orient après sa défaite en 1918. Comme pour ses alliés des puissances de l'Axe (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie, Bulgarie), **ses colonies sont restituées à la Société des nations (SDN), ancêtre de l'ONU**. La SDN confie, à titre temporaire, aux puissances coloniales des mandats de gestion des anciennes colonies des États vaincus, en Afrique (Cameroun, Togo allemand passent aux Français et aux Britanniques) et au Proche-Orient (Irak, Transjordanie et Palestine au Royaume-Uni, Liban et Syrie à la France). **La conférence de San Remo le 25 avril 1920 attribue la Palestine (Israël + territoires palestiniens d'aujourd'hui) au Royaume-Uni**. Une situation qui mécontente à la fois le Roi Hussein et les populations arabes privées d'un État arabe et les populations juives qui ne disposent pas des prérequis de sécurité pour vivre en terre de Palestine au cours des années 1920-1930 puisque les révoltes arabes entre 1936 et 1939 ciblent de nombreux juifs en Palestine.

LA DECOLONISATION BRITANNIQUE

Après la Seconde guerre mondiale, la décolonisation britannique porte en elle le péché originel du conflit israélo-palestinien. Dépassé par les guerres arabes de 1936-1939 ainsi que par la décolonisation en Inde, **le Royaume-Uni transmet à la nouvelle instance internationale, les Nations unies (ONU), le soin de gérer la décolonisation de la Palestine mandataire**.

L'ONU reprend la mission de la SDN, avec l'idée wilsonienne d'autodétermination. Elle hérite donc en 1946 de la question des mandats de la SDN. Plusieurs États accèdent comme cela à leur indépendance : la Jordanie, la Syrie et le Liban. La Palestine mandataire est dans une situation plus complexe au regard de la composition démographique et religieuse du territoire. Sur le plan démographique, la population de la Palestine passe de 525 000 musulmans, 60 000 Juifs et 70 000 chrétiens en 1914, contre **1 181 000 musulmans, 630 000 Juifs et 143 000 chrétiens en 1947** après la Seconde guerre mondiale.

Ainsi, il s'agit du premier dossier chaud à gérer pour l'ONU. Cela aboutit au plan de partage du 29 novembre 1947¹ lors de sa deuxième session.



¹ [Résolutions de l'ONU, 2^{ème} session](#), Bibliothèque de l'ONU, Assemblée générale, 1947.

Ce plan de partage prévoie un retrait des Britanniques le 1^{er} août 1948 et un partage effectif le 1^{er} octobre 1948. Il est accepté par les dirigeants de la communauté juive de Palestine (Yichouv), mais est rejeté par les dirigeants de la communauté arabe palestinienne, le Haut Comité arabe palestinien ainsi que par la Ligue arabe. **Les refus arabes conduisent à une guerre civile durant toute la période précédant la naissance d'Israël le 14 mai 1948.** Près de 50 personnes meurent à Jérusalem chaque jour.

LES CONFLITS : DES GUERRES ISARELO-ARABES AU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN

GUERRES ISRAELO-ARABE (1948-1949)

La création d'Israël et le refus du plan de partage par les dirigeants arabes a conduit à la première guerre israélo-arabe en 1947-1948. Les dirigeants arabes coalisés attaquent Israël le 15 mai 1948 car le rapport de force entre les forces arabes de Palestine et celles d'Israël est déséquilibré.

Lors de la première phase de cette guerre (mai-juillet 1948), **les États arabes n'arrivent pas à enfoncer les défenses israéliennes** notamment à Jérusalem. Il faut attendre le 10 juillet 1948 pour que l'ONU obtienne un cessez-le-feu. En effet, les deux forces y voient un peu de répit pour reconstituer leurs forces et reprendre le conflit.

A partir de fin-juillet 1948, les Israéliens qui ont pu reconstituer une force offensive lancent des attaques sur les forces arabes et conquièrent plusieurs territoires en moins d'un an : Galilée, Samarie, etc. Les plans de partage de l'ONU ne trouvent aucune résolution au niveau des deux camps. Enfin, la défaite des pays arabes entérine la naissance d'Israël en avril 1949. En Israël et dans les territoires conquis, les Arabes palestiniens sont contraints à l'émigration tandis que dans le monde arabe, les Juifs font l'objet d'émeutes et de politiques antisémites.

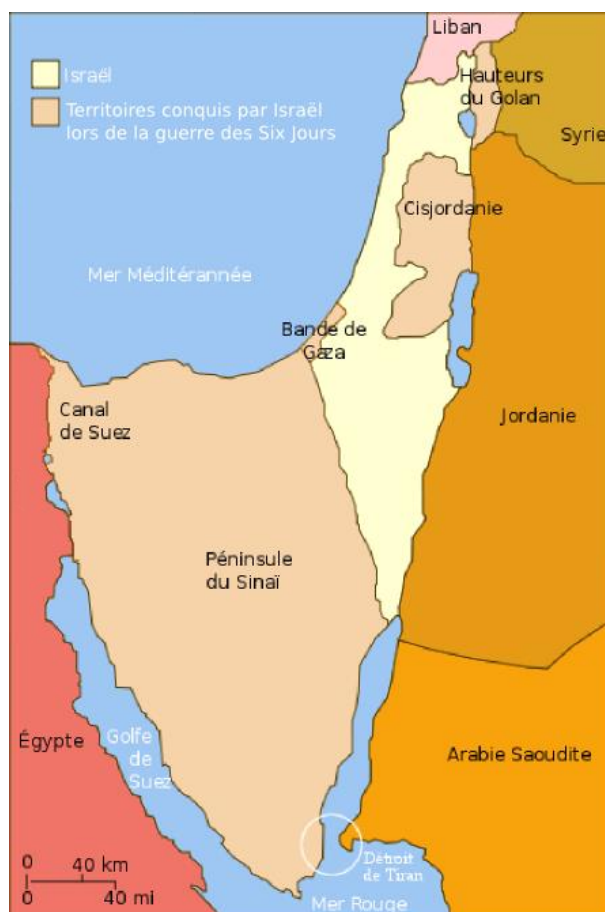
De février à juillet 1949, **des accords d'armistice ont été négociés entre Israël et les pays arabes par le diplomate américain Ralph Bunche**, lauréat du Prix Nobel de la Paix en 1950. Le 11 mai 1949, Israël intègre l'ONU, mais il n'a pas été reconnu par ses voisins arabes. En même temps, l'idée d'un État arabe de Palestine n'a pas pu se matérialiser. En effet, **la Bande de Gaza a été annexée par l'Égypte, tandis que la Cisjordanie a été annexée par la Transjordanie**. En décembre 1949, l'Assemblée générale de l'ONU a créé l'*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* (UNRWA). Cette agence a pour mission de s'occuper d'environ 5 millions de réfugiés palestiniens dispersés au Moyen-Orient. Son mandat a été renouvelé jusqu'en 2017, puis prolongé.

GUERRE DES SIX JOURS (1967)

En pleine Guerre Froide, **l'attention du monde et de l'ONU se focalise sur d'autres problématiques que la question israélo-arabe**. En effet, l'ONU se voit d'abord prise en otage entre les blocs de l'Ouest et de l'Est sur les crises en Europe (Berlin, etc.). Ensuite, elle accompagne le processus de décolonisation et voit son nombre de membres augmenter significativement dans les années 1950-1960. Enfin, l'ONU doit résoudre d'autres crises telles que la guerre de Corée (1950-1953) ou encore la guerre du Vietnam.

La guerre des Six Jours éclate dans ce contexte où l'ONU regarde ailleurs. Le conflit oppose Israël à une nouvelle coalition arabe conduite par l'Égypte. En effet, alors que depuis la crise du canal de Suez (1957) les troupes de l'ONU occupaient le Sinaï pour garantir à l'Égypte comme à Israël un accès à la Mer Rouge et donc à l'Asie, **l'Égypte de Nasser décide le 16 mai 1967 de bloquer le détroit du Tiran contre les navires israéliens** (cf. carte ci-après) et signe un traité d'assistance le 30 mai avec la Jordanie (qui occupe la Cisjordanie) pour prendre à défaut Israël. Face à cette action, **Israël décide de mener une guerre préventive**. Compte-tenu de ses partenariats militaires avec les puissances occidentales, notamment les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, Israël domine à nouveau la coalition arabe.

Carte de la guerre des Six Jours entre Israël et la seconde coalition arabe



Cette guerre se conclut sur une victoire militaire israélienne. Seulement, **le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 242 de 1967, appelant au retrait des "territoires occupés"**. Cette résolution a suscité une controverse, et des vétos américains ont été utilisés pour bloquer des condamnations d'Israël. En effet, **sur les 4 territoires conquis en 1967, Israël ne s'est retiré que de 2 d'entre eux : la bande de Gaza et le Sinaï rendus à l'Égypte qu'après la guerre du Kippour de 1973.**

GUERRE DU KIPPOUR (1973)

La guerre du Kippour de 1973 est la dernière israélo-arabe. Cela marque la transition d'un conflit entre États (Israël vs. États arabes) à un conflit asymétrique entre l'État d'Israël et les autorités palestiniennes.

La troisième coalition arabe conduite par l'Égypte et la Syrie attaque Israël le 6 octobre 1973. Israël est pris à défaut à la fois à sa frontière Nord-Est sur le plateau du Golan par la Syrie et à sa frontière Sud au niveau du Sinaï par l'Égypte. Cette attaque constitue une véritable surprise pour Israël **par l'état des lieux des forces** (il s'agit de la première fois où Israël est en position d'infériorité militaire), **de la coordination des attaques** et **de la destruction des défenses israéliennes rompant le sentiment de sécurité**. Même si Israël parvient à stabiliser les deux fronts, il s'agit d'un véritable scandale d'État. **La première ministre Golda Meir, surnommée pourtant la dame de fer, est contrainte à démissionner**. En effet, un document déclassifié par les autorités israéliennes a révélé plusieurs années après que le Mossad avait transmis une alerte d'attaque imminente aux décideurs politiques, sans que la première ministre israélienne ait pu être mise au courant.

La guerre du Kippour, il y a 50 ans, a accouché de deux conséquences majeures :

- Pour le monde, **la fin de la période de prospérité des Trente Glorieuses avec le premier choc pétrolier**. En réaction au soutien des pays occidentaux à l'égard d'Israël, les pays de l'OPEP multiplient par 4 leurs prix. Une telle décision mit fin à l'ère de prospérité économique issue de la fin de la Seconde guerre mondiale en faisant émerger inflation (plus de 12% en moyenne dans le monde occidental) et taux de chômage (dépassant les 7 à 10%, ce qui constituait une situation inédite lors des années 1970).
- Pour le Moyen-Orient, le début du processus de normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, **à commencer par l'Égypte avec les accords de Camp David en 1978**. L'Égypte récupère en effet la péninsule du Sinaï, occupée par Israël depuis la guerre des Six Jours contre l'engagement de ne plus attaquer Israël. La Cisjordanie et le plateau du Golan sont conservés par Israël.

LES TENTATIVES DE RESOLUTION

La résolution du conflit est extrêmement difficile car **la situation entre la Méditerranée et le Jourdain ne ressemble à aucune autre** :

- Les populations de cet espace de l'ancienne « Palestine mandataire » sont marquées par une diversité de situations :
 - 7 millions de Juifs israéliens vivent en Israël ;
 - 7 millions d'Arabes dont :
 - 2 millions vivant en Israël avec une égalité des droits avec les Israéliens, malgré des discriminations
 - 3 millions vivant en Cisjordanie
 - 2 millions vivant à Gaza
- En l'absence d'Etat palestinien, **cet ensemble (Israël + Cisjordanie + Gaza) ne forme finalement « qu'un seul Etat »** au sens de la définition classique d'un Etat : il y a une frontière internationale (pas de frontières intérieures), une monnaie (le shekel), une armée (Tsahal), mais il y a deux peuples distincts et deux légitimités politiques nationales ;
- Les positions des interlocuteurs en Israël comme en Palestine se sont **radicalisées** progressivement ;
- Les options de résolution sont peu nombreuses (deux Etats, un Etat binational, un Etat israélien avec une égalité de droits entre les Arabes musulmans) et surtout ne génèrent aucun consensus.
- Les **points d'achoppement sont nombreux et complexes** : statut de Jérusalem, gestion des réfugiés palestiniens, contrôle des territoires et des frontières, statut des populations au sein du territoire, etc.).

Par conséquent, **une résolution du conflit ne peut avoir lieu que sous l'égide d'acteurs exogènes** : la communauté internationale via les Nations unies, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union européenne ou d'autres acteurs importants tels que la Chine qui soutient la cause palestinienne tout en ayant noué des liens économiques forts avec Israël.

SOUS L'EGIDE DES ÉTATS-UNIS ET DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

LES ACCORDS D'OSLO (1993)

Dans le cadre de la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, le conflit change de nature. **Il passe d'un conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien.** Cela ne signifie pas que tous les pays arabes reconnaissent Israël, néanmoins, son existence n'est plus autant menacée qu'auparavant. Face à cet état de fait, une partie des Palestiniens commencent à se structurer sachant qu'ils n'obtiendraient rien de plus des pays arabes. Émergent ainsi :

- **L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) composée notamment du Fatah en Cisjordanie** qui s'émancipe à partir des années 1970 du Roi Hussein de Jordanie. Les autorités jordaniennes seront même amenées à lutter contre l'OLP en Cisjordanie, car le pays a toujours souhaité retrouver la Cisjordanie pour l'intégrer à son royaume ;
- **Le Hamas en 1987** qui se fixe comme objectif principal la destruction d'Israël considérant que la terre de Palestine est islamique. Il prospère notamment à Gaza au moment de la première Intifada à la fin de l'année 1987.

Les Accords d'Oslo, signés en 1993, ont marqué un tournant significatif dans le conflit israélo-palestinien. Les principaux enjeux de cet accord étaient la recherche d'une solution à long terme pour mettre fin au conflit et établir une paix durable au Moyen-Orient. **Les accords visaient à reconnaître mutuellement les droits et les revendications des Israéliens et des Palestiniens, notamment en ce qui concerne les frontières, le statut de Jérusalem, les réfugiés, et la sécurité.**

Les principaux acteurs impliqués dans les Accords d'Oslo étaient le gouvernement israélien dirigé par le **Premier ministre Yitzhak Rabin**, et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), représentée par **Yasser**

Arafat. Le processus a été initié par des négociations secrètes à Oslo, en Norvège, avec une médiation norvégienne. **Les États-Unis, en particulier le secrétaire d'État Warren Christopher, ont joué un rôle de facilitateur dans les négociations.** D'autres parties, telles que l'Égypte et la Jordanie, ont également été impliquées en tant que témoins et médiateurs.

Les Accords d'Oslo se composaient de deux principaux accords : **Oslo I et Oslo II.**

- **Oslo I** (Accord de Washington, 1993) a établi un cadre pour l'autonomie palestinienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, divisant ces territoires en zones administratives palestiniennes (A, B, et C). L'accord a également permis la création de l'Autorité palestinienne, une entité autonome palestinienne dirigée par Yasser Arafat, qui était responsable de l'auto-administration dans les zones autonomes.
- **Oslo II** (Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, 1995) a défini les modalités de la transition vers l'autonomie palestinienne complète en Cisjordanie et à Gaza. Il prévoyait le retrait des troupes israéliennes de certaines zones et des élections palestiniennes pour un conseil législatif et un président de l'Autorité palestinienne.

Ces accords ont posé les bases pour un processus de paix plus large, notamment des négociations sur des questions clés telles que le statut final de Jérusalem, le droit au retour des réfugiés palestiniens, la sécurité, et les frontières. Seulement, **malgré l'espoir initial qu'ils suscitaient, les accords n'ont pas abouti à une solution définitive, et le processus de paix s'est heurté à de nombreux obstacles et à des périodes de violence**, comme la seconde intifada au début des années 2000. D'autant plus que la seconde Intifada est suivie d'attentats du Hamas à Gaza et en Israël. A partir du moment où le Hamas gagne les élections à Gaza en 2006 et après le décès de Yasser Arafat, le processus de paix bat de l'aile, en raison de son retrait des négociations.

Les Accords d'Oslo demeurent un élément central et controversé du conflit israélo-palestinien, et ils soulignent les défis persistants de parvenir à une paix durable dans la région.

LA QUESTION DE LA RECONNAISSANCE DE L'AUTORITE PALESTINIENNE (2012)

Depuis 1967, **l'ONU a régulièrement condamné l'occupation des territoires palestiniens**, que ce soit par le biais de l'Assemblée générale, du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme ou du Conseil des Droits de l'Homme.

Entre 1990 et 2011, **les États-Unis ont opposé 17 vétos, dont 15 en faveur d'Israël**. Le président Nixon a tenté de réorienter les lignes en cherchant à attirer un électorat juif majoritairement démocrate. De plus, Nixon a été sensible aux arguments du lobby chrétien évangélique, qui considérait Israël comme un élément clé de la prophétie du retour de Jésus-Christ sur Terre. Cela a conduit à des achats massifs de matériel militaire américain par Israël.

La Palestine ne peut pas devenir un membre à part entière de l'ONU sans un vote favorable au Conseil de sécurité, où les États-Unis ont un droit de veto. Cependant, la Palestine peut adhérer à d'autres organisations internationales par le biais de votes à l'Assemblée générale, comme ce fut le cas pour l'UNESCO.

Le statut d'État observateur de la Palestine à l'ONU a été accordé le 29 novembre 2012, lorsqu'une résolution en ce sens a été adoptée par l'Assemblée générale, avec 138 voix en faveur, 9 contre, et 41 abstentions. Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits des Palestiniens, le professeur de droit international de Princeton, Richard Falk, a soutenu l'admission de la Palestine à l'ONU.

LE PLAN TRUMP ET LES ACCORDS D'ABRAHAM (2020)

Alors que le processus de paix est au point mort à partir des années 2010, l'élection de Donald Trump donne un souffle nouveau au processus du paix. Cela passe par **modifier l'approche américaine du conflit passant d'une**

approche « multilatérale onusienne » à une approche davantage orientée sur des évolutions significatives et concrètes. Les Accords d'Abraham reposent sur le plan Trump pour la résolution du conflit, refusé par les Palestiniens et négociés uniquement avec les Israéliens. Ainsi, les Accords d'Abraham sont moins volontaristes que le plan Trump et se sont davantage attachés à établir des relations entre Israël et les pétromonarchies alliées des États-Unis.

Les principaux acteurs impliqués dans les Accords d'Abraham étaient l'État d'Israël, dirigé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, et trois États arabes : **les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, et le Soudan**. D'autres pays arabes ont également exprimé leur soutien ou leur intérêt pour la normalisation des relations avec Israël. Les États-Unis, sous la direction du président Donald Trump, ont joué un rôle clé en facilitant ces accords et en encourageant d'autres pays à rejoindre l'initiative.

Les Accords d'Abraham ont pris différentes formes avec chaque pays signataire, mais ils partageaient des éléments communs :

- **Établissement de relations diplomatiques :** Les accords ont ouvert la voie à l'établissement de relations diplomatiques officielles entre Israël et les Émirats arabes unis, Bahreïn, et le Soudan. Cela comprenait l'ouverture d'ambassades, d'échanges de délégations, et de coopération diplomatique.
- **Coopération économique :** Les accords ont encouragé la coopération économique entre les pays signataires, notamment dans des domaines tels que le commerce, la technologie, le tourisme, et l'investissement. Ils ont cherché à stimuler la croissance économique et à exploiter le potentiel économique de la région.
- **Coopération en matière de sécurité :** Les pays signataires se sont engagés à renforcer leur coopération en matière de sécurité, notamment dans la lutte contre le terrorisme et pour la stabilité régionale. Cela a été perçu comme un moyen de contrer les menaces communes.

Les accords ont exprimé un engagement en faveur de la coexistence pacifique, de la tolérance religieuse, et de la diversité culturelle dans la région. Ils ont cherché à promouvoir des relations interconfessionnelles harmonieuses d'où leur dénomination par le patriarche des trois religions monothéistes : le judaïsme, le christianisme et l'islam.

Les Accords d'Abraham ont été largement salués pour leur potentiel à contribuer à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient. Cependant, ils ont également suscité des critiques, notamment de la part des Palestiniens, qui les ont perçus comme une trahison de leur cause nationale. **Les accords ont ouvert la voie à de nouvelles discussions sur la normalisation des relations entre Israël et d'autres États arabes, marquant ainsi un changement significatif dans la région.**

LES BLOCAGES AU PROCESSUS DE PAIX

LES POINTS D'ACHOPPEMENT ENTRE ISRAËL ET LA PALESTINE

Malgré les médiations internationales et américaines, le processus de paix n'a pas abouti. Cela s'explique par **4 points d'achoppement entre Israël et la Palestine.**

La question du statut de Jérusalem (1) est au cœur des débats sur l'administration de la région. Dès 1967, Israël a annexé la partie Est de Jérusalem ainsi qu'une portion de la partie Ouest, bien que cette annexion ne soit pas reconnue légalement par la communauté internationale. **Il en fait sa capitale éternelle en 1980.** De plus, Israël a mis en place des projets d'urbanisation massive dans ce qu'il appelle la "Grande Jérusalem" et a cherché à exercer un contrôle total sur les administrations et les ressources de la ville, une politique qui a été critiquée comme relevant de l'apartheid envers la population arabe de Jérusalem. En réponse à ces développements, l'Autorité palestinienne (AP) a demandé une scission politique de la ville, avec des administrations séparées mais fonctionnelles, tandis qu'Israël revendique la souveraineté sur l'esplanade des Mosquées, un lieu saint pour

les musulmans. Dans le contexte des négociations, Jérusalem est devenue plus un atout qu'un obstacle, car elle implique une pression internationale pour trouver une solution. La reconnaissance américaine du statut de Jérusalem comme capitale de l'État hébreux rend les positions d'autant plus antagoniste entre Israël et la Palestine.

Israël n'a pas reconnu la Palestine en tant qu'État souverain (2) et revendique la souveraineté sur l'ensemble du territoire palestinien considérant que les pays arabes n'aient jamais acté les plans de partage de l'ONU. Les revendications israéliennes et palestiniennes sont fondamentalement opposées, ce qui rend difficile la recherche d'un accord sur la question de la souveraineté régionale. Dans les "conditions préalables" établies par Israël, la structuration des négociations exclut les négociateurs originaires de Jérusalem Est, territoire déterminé comme palestinien. Cependant, **il convient de noter que les Accords de Gaza-Jéricho, signés en mai 1994, ont marqué une première étape vers la reconnaissance officielle de l'Autorité palestinienne.** Ces accords ont établi une Autorité palestinienne à laquelle des pouvoirs ont été transférés par les autorités militaires et civiles israéliennes dans certains domaines de compétence, notamment l'éducation, sur 87 % de la bande de Gaza et dans une partie de la ville de Jéricho.

Le contrôle des territoires et des frontières (3) est un troisième point de blocage majeur dans toutes les négociations intérimaires entre Israël et la Palestine. Ces négociations ont été souvent comparées à des transactions immobilières, car elles soulèvent la question des droits fonciers, de la population installée sur ces terres, et de la colonisation. Israël a poursuivi une politique de colonisation en implantant des colonies sur des terres palestiniennes, dans le but de maîtriser les ressources, en particulier les ressources aquifères, et d'expulser les habitants arabes. En l'espace de 50 ans, Israël a confisqué plus des deux tiers des terres appartenant aux Palestiniens sur le territoire israélien. Alors que les Accords d'Oslo avaient prévu un retrait des territoires occupés, la colonisation se poursuit avec pour objectif d'encercler les communautés palestiniennes et de privatiser leurs

symboles nationaux et religieux. Ainsi, le contrôle des terres est devenu un enjeu complexe de négociations. Les accords de 1994 au Caire se sont particulièrement penchés sur la question de la sécurité, mais plus de 20 % du territoire cisjordanien demeure sous le contrôle de bases militaires israéliennes implantées. La sécurité continue de jouer un rôle central dans les négociations et reste un enjeu complexe à résoudre tant du côté de la Palestine notamment à Gaza que du côté d'Israël.

La question démographique est le dernier blocage au processus de paix

(4). Sur l'ensemble des territoires israéliens et « palestiniens », on compte 14 millions d'individus, près de 7 millions de Juifs et près 7 millions de musulmans (dont 2 millions en Israël). Seulement, la dynamique démographique est extrêmement favorable aux populations arabes musulmanes tant en Israël que dans les territoires occupés. Cette situation rend compliqué plusieurs solutions telles qu'un Etat binational ou un Etat israélien reconnaissant autant de droits aux Palestiniens qu'aux Israéliens. En effet, les Israéliens craignent la disparition de leur pays. C'est pourquoi, Israël est **l'un des pays développés qui enregistre le plus de naissances au monde** (2,9 enfants par femme contre 1,8 chez les Françaises et 1,6 chez les Britanniques). Dans cette partie du monde, l'évolution démographique a des conséquences économiques et géopolitiques. **L'Etat hébreu compte 9,5 millions d'habitants dont environ 21% d'arabes (pour la plupart musulmans) et 74% de juifs.** Si l'on tient compte des territoires occupés de Gaza et de la Cisjordanie, le ratio tombe à 50%. Yasser Arafat, ex-président de l'autorité palestinienne, décrivait le ventre de femmes comme la meilleure des armes face à l'ennemi israélien. Alors que les démographes annonçaient le dépassement démographique des arabes sur les juifs, Benjamin Nétanyahou avait pris très au sérieux ces prédictions dès 2003. Aujourd'hui, le taux de natalité chez les juives d'Israël atteint les 3,1 enfants par femme. Cette évolution à contre-courant s'explique en grande partie par la présence toujours plus importante de juifs ultra-orthodoxes que l'on appelle les haredim. Dans cette communauté, **l'indice de fécondité atteint des sommets : 6,6 enfants par femme, soit 2 fois plus que la moyenne nationale et 3 fois plus que chez les juifs laïcs (2,2 enfants par femme).**

Les haredim ne représentent que 13% des Israéliens mais 19% des enfants de moins de 14 ans et 24% des enfants de moins de 4 ans. D'après l'institut officiel des statistiques et si la tendance continue, **la moitié des enfants israéliens seront des juifs ultra-orthodoxes d'ici à 2065**. De plus, **la politique nataliste mise en place par le gouvernement a eu des résultats sur le maintien de la natalité des juifs israéliens**. Par exemple, l'Etat hébreux finance notamment les traitements contre l'infertilité pour un coût chaque année de 150 millions de dollars pour subventionner les fécondations in vitro. De plus, **Israël possède également une banque d'embryons aussi fournie que celle des Etats-Unis**. Enfin, la structure familiale demeure un point fort pour l'organisation des parents. Les grands-parents ont tendance à davantage aider les jeunes parents que dans la plupart des autres pays riches. À noter également que **seuls 10% des naissances se font hors des liens du mariage en Israël alors qu'ils sont plus de la moitié en France et au Royaume-Uni**.

UNE RADICALISATION DES POSITIONS DANS LES ANNEES 2000

L'un des facteurs d'échec du processus de négociation bilatérale entre Israël et la Palestine réside dans **la concurrence de groupes aux attentes divergentes et qui contribuent à radicaliser les positions de part et d'autre**. Les acteurs historiques du processus de paix sont désormais confrontés à des acteurs plus radicaux dont la vision des négociations est antagoniste. Cette montée en puissance des acteurs radicaux est le résultat de plusieurs éléments, notamment **la faiblesse des acteurs "idéalistes" qui souhaitent la paix, ainsi que l'échec des négociations intérimaires qui ont caractérisé le processus d'Oslo sur une période de sept ans**.

D'une part, du côté de l'Autorité palestinienne (AP), **le manque d'amélioration des conditions de vie de la population et l'absence de garanties concrètes ont favorisé l'émergence du Hamas**. L'OLP a été accusée de corruption et d'incapacité à mener des négociations fructueuses, ce qui a permis au Hamas de gagner du terrain sur le plan politique. En janvier 2006, le Hamas a remporté une victoire électorale significative, et en juin 2007, il a pris le contrôle de la bande de Gaza. Le Hamas est un groupe

qui revendique ouvertement la destruction d'Israël et adopte une vision des accords très différente de celle de l'OLP, notamment en ce qui concerne les frontières, la forme de l'État et le recours à la force. Cette montée du Hamas a marqué la fin de l'unanimité politique en Palestine et a créé une nouvelle tendance vers l'islamisme, influencé par les Frères musulmans.

En ce qui concerne Israël, **la menace des groupes radicaux se reflète au sein de la droite israélienne**. Les plus nationalistes israéliens refusent tout compromis territorial et appellent à des actions de plus en plus violentes, notamment à travers une armée radicalisée. Avant les négociations de Camp David, le Premier ministre Ehud Barak a rencontré des difficultés pour former un gouvernement stable. De plus, **plusieurs partis de droite ont constitué une coalition hétéroclite au sein du gouvernement de Barak, montrant ainsi les premiers signes d'une droite israélienne de plus en plus hostile au processus de paix**. L'influence croissante de ces ultranationalistes sur le Premier ministre s'est fait sentir dans la délégation israélienne lors des négociations à Camp David, où des demandes supplémentaires de concessions de la part des Palestiniens ont été formulées. Cette tendance est **incarnée par le Likoud qui porte au pouvoir Benjamin Netanyahu** en 2009 conduisant une politique moins favorable aux intérêts palestiniens.

En effet, **le leader israélien s'est fait élire sur un programme sécuritaire majeur en se construisant une image d'homme dur face au raidissement des positions palestiniennes incarné par la victoire du groupe terroriste du Hamas aux élections de 2006** à Gaza qui emporte 57% du vote populaire des Gazaouis. Cette politique se traduit par deux dynamiques :

- Un **accroissement très significatif des dépenses militaires**² : Israël pèse désormais 1% des dépenses militaires mondiales alors qu'elle ne représente que 0,01% de la population mondiale. Ces dépenses permettent de financer le dôme de fer, le nucléaire, les besoins militaires de Tsahal, le service militaire obligatoire pour toute la population israélienne, les services

² **Trends in world military expenditure 2022**, Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Xiao Liang, Lorenzo Scarazzato, Lucie Béraud-Sudreau et Ana Carolina de Oliveira Assis, Spirit Fact Sheet, April 2023.

de renseignement figurant parmi les meilleurs du monde ainsi que la cyberdéfense et cyberattaque israélienne.

- Une **politique dure à l'égard des acteurs terroristes au contact d'Israël** : le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban. En effet, il s'agit de l'argumentaire politique du Likoud : tant que ces groupes terroristes végètent à proximité d'Israël, la « solution à deux Etats », qui s'imposait dans l'opinion publique israélienne à la fin des années 1990-début des années 2000, n'est selon le Likoud pas viable car la plus risquée sur le plan sécuritaire.

LA CHINE : UN NOUVEL ACTEUR POUR RESOUDRE LE CONFLIT ?

Le Moyen-Orient fait face à un regain des tensions après les attentats terroristes du Hamas du 7 octobre et le risque d'escalade militaire entre l'Iran et l'Israël rappelé lors des attaques de drones conduites par l'Iran le 15 avril dernier. Le président Xi Jinping s'est prononcé à plusieurs reprises en faveur d'un cessez-le-feu que les Américains ne parviennent pas à imposer à Israël. Seulement, la Chine a des arguments à faire valoir pour résoudre le conflit.

Premièrement, **la République populaire de Chine est la puissance permanente du Conseil de sécurité de l'ONU qui jouit de la meilleure image au Moyen-Orient.** Cette bonne image repose sur l'évolution de sa position historique au gré des années puisque **la position chinoise sur le conflit israélo-arabe, puis israélo-palestinien s'est progressivement équilibrée après la fin de la Guerre froide.** En effet, la position historique de la République populaire de Chine lors de la Guerre froide était plutôt favorable aux puissances arabes. Cela s'explique par deux dynamiques historiques. D'une part, la Chine dispose de relations politiques et économiques avec les pays arabes depuis la Guerre froide. **Plusieurs pays arabes ont reconnu dans les années 1950 la Chine populaire de Mao comme l'Egypte de Nasser ou encore les pays du Maghreb avant le monde occidental.** D'autre part, Israël pourtant pays issu de la décolonisation a vu ses relations diplomatiques avec les pays adeptes de la

« Troisième voie » se dégrader à partir de la première guerre israélo-arabe. En effet, jugée trop proche du camp de l'Ouest car dépendante de l'Occident pour assurer sa sécurité dans une région hostile, le pays n'est pas convié à la Conférence de Bandung d'avril 1955 lançant le mouvement des « non-alignés ». De plus, **à partir de la crise du canal de Suez d'octobre 1956, l'Etat hébreux est perçu comme une puissance néocoloniale par le mouvement des « non-alignés ».**

Si cette vision préside les relations entre la Chine et les pays du Moyen-Orient, trois mutations au cours des années 1980-1990 modifient la donne et donc la position de la Chine sur Israël-Palestine.

Tout d'abord, **la guerre du Kippour acte la défaite des pays arabes en 1973, notamment de l'Egypte et de la Syrie.** Il ne leur sera jamais possible par la force militaire d'éradiquer Israël et de faire émerger par la force un Etat palestinien. De ce fait, **le conflit israélo-arabe évolue vers un conflit israélo-palestinien** puisque les pays arabes sont contraints de progressivement normaliser leurs relations avec l'Etat hébreux (accords de Camp-David en 1979 pour l'Egypte, processus d'Oslo en 1994 pour la Jordanie, jusqu'aux Accords d'Abraham en 2020 pour les pétromonarchies sunnites).

Ensuite, l'avènement d'un monde multipolaire au sein duquel coexistent des nations-empires après la chute de l'URSS favorise le rapprochement de la Chine avec certains pays de la région contre la domination occidentale et ennemis d'Israël. A ce titre, **la Chine devient un partenaire important également pour les ennemis d'Israël notamment le régime syrien de Bachar El-Assad et le régime des Mollah en Iran soutenant le Hezbollah au Liban.** Lors des Printemps Arabes, la Chine soutient en 2011 le régime de Bachar El-Assad face aux velléités interventionnistes occidentales. De même, la Chine est l'un des seuls pays au monde à contourner l'embargo américain sur le pétrole iranien. **Elle achète 80% du pétrole iranien ce qui permet au régime d'éviter la faillite économique.**

Enfin, **la Chine s'ouvre tout de même au monde occidental et à Israël à partir de 1978, notamment sur le plan économique**. A ce titre, des relations commerciales commencent à être nouées avec Israël au grand dam des Etats-Unis. **Elles s'accroissent à partir de 1996 lorsque Benjamin Netanyahu devient Premier ministre**. En effet, ce dernier, cherchant activement à opérer un virage sécuritaire fort, n'hésite pas à diversifier ses alliances sur des projets de coopération militaires et sécuritaires comme dans le domaine des radars. Face à cela, les administrations Clinton puis Bush font pression sur l'Etat hébreux pour qu'il ne cesse ces projets de coopération pouvant amener à la divulgation de secrets technologiques et industriels américains à la Chine comme en bloquant la vente à la Chine de radars Falcon qu'Israël avait prévue au début des années 2000. Pour autant, **les relations économiques entre la Chine et Israël ont été multipliées par 100 entre 1992 et 2021, avec un pic atteint en 2018 à plus de 11 milliards de dollars. La Chine est devenue le deuxième partenaire commercial d'Israël derrière les Etats-Unis et le premier partenaire en Asie**. En 2021, la Chine représente 45% des exportations israéliennes vers l'Asie.

Dans ce contexte, le poids de la Chine est prépondérant pour chercher à aboutir à la paix dans cette région du monde. Par sa realpolitik, **la Chine est un interlocuteur global, de poids et échangeant avec toutes les parties et qui jouit de surcroît d'une bonne image**. Elle est une sorte de miroir de la position française gaullienne reprise par Jacques Chirac et François Mitterrand. **La France a toujours été un allié d'Israël, mais avec une politique et une ouverture sur le monde arabe. Ici, la Chine est un allié de l'Iran, mais avec une ouverture sur Israël**. Par conséquent, la Chine pourrait comme la France si elle renouait avec ses positions se faire le chantre d'une pacification de la région avec à la clef « la solution des deux Etats ».

ISRAËL FACE AUX MENACES

Aucun autre pays du monde qu'Israël n'est entouré d'autant d'ennemis hostiles. Avant le 7 octobre, **12 pays sur 20 du Moyen-Orient et du Maghreb sur ne reconnaissent pas l'existence d'existence et n'entretiennent aucune relations politiques et économiques avec l'Etat hébreux**. Seuls 6 Etats reconnaissent son existence : la Turquie, l'Egypte, la Jordanie, le Soudan, le Maroc et les Emirats arabes unis. Si le pays a su se mettre à l'abris d'une guerre contre une coalition arabe, les événements du 7 octobre ont plongé le Moyen-Orient dans une période de tensions au plus haut avec un risque réel de régionalisation du conflit entre Israël et le Hamas.

Carte des relations entretenues par Israël avec ses voisins avant le 7 octobre³



³ Sommet de la Ligue arabe en Algérie : Israël compte de plus en plus d'alliés au sein de l'organisation régionale, TV5 Monde, 1^{er} novembre 2022.

LE 7 OCTOBRE A PLONGE ISRAËL DANS UNE NOUVELLE ÈRE

LE PIRE CRIME DE L'HISTOIRE DU PEUPLE JUIF DEPUIS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Le Hamas a commis le 7 octobre 2023 le plus grand crime contre l'humanité à l'encontre du peuple juif depuis la Seconde guerre mondiale. Cet acte s'inscrit dans la logique du terrorisme islamiste de masse comme les attentats du 11 septembre en 2001 aux Etats-Unis et les attentats de novembre 2015 en France. En effet, l'objectif de la galaxie des mouvements terroristes islamistes est l'annihilation de la civilisation occidentale, incarnée au Moyen-Orient par Israël.

La date du 7 octobre 2023 n'est en rien un hasard puisqu'elle représente les 50 ans de la guerre du Kippour. Ainsi, Israël a été le théâtre d'une attaque surprise majeure lancée par le groupe militant palestinien Hamas depuis la bande de Gaza. Cette offensive nommée Al-Aqsa a commencé tôt le matin, **lorsque des centaines de roquettes ont été tirées en direction du sud et du centre d'Israël, provoquant des sirènes d'alerte et semant la panique parmi les populations civiles.** Les villes de Tel-Aviv, Ashkelon, et Beer-Sheva ont été particulièrement touchées par ces bombardements intenses.

Le mode opératoire du Hamas a été le suivant :

- **franchissement de la frontière en deux temps** : utilisation de drones pour détruire les tours de contrôle de 5 points de frontière et destruction de télécommunications afin d'aveugler les défenses israéliennes (1), puis forçage de la frontière avec des motos, des voitures, des parapentes ou encore des tracteurs (2) pour atteindre les kibboutz ;
- **13 sites sont ciblés à 7 kilomètres de la frontière avec Gaza** : 6 sites militaires et de 7 sites civiles tout au long de Gaza avec notamment le site du festival Nova. Les combattants du Hamas pénètrent à l'aide de drones, grenades et lance-roquettes dans les bases israéliennes et

commencent les massacres et les captures de soldats et civils israéliens ;

Parallèlement à cette attaque de roquettes, **environ 1 500 combattants du Hamas ont pénétré sur le territoire israélien en utilisant divers moyens, y compris des tunnels souterrains, des parachutes motorisés et des bateaux.** Ces infiltrations ont conduit à des affrontements violents avec les forces de sécurité israéliennes dans plusieurs localités proches de la frontière avec Gaza. Le Hamas a également revendiqué la capture de plus de 200 soldats et civils israéliens, ajoutant à la gravité de la situation.

Le bilan humain de cette journée tragique a été lourd. **Plus de 1 400 civils israéliens ont perdu la vie, et des milliers d'autres ont été blessés dans les attaques.** Nous avons assisté à des scènes d'une barbarie inouïe telles que des tortures d'enfants ou encore de viols collectifs. En réponse, **Israël a rapidement mobilisé ses forces armées, déclenchant des frappes aériennes intensives sur des cibles du Hamas à Gaza.** L'armée israélienne a aussi ordonné une mobilisation partielle de ses réservistes, préparant une possible opération terrestre pour neutraliser les infrastructures et les capacités militaires du Hamas.

Dès lors, **tant que le Hamas survivra, la paix difficile à atteindre auparavant semble impossible à Gaza.** En effet, d'une part, Israël ne pourra pas avoir des garanties de sécurité suffisantes et ne récupérera pas les otages retenus depuis désormais plus de 300 jours et d'autre part, l'Etat palestinien ne pourra jamais voir le jour puisque l'Etat hébreu sera contraint de mener une politique sécuritaire dure dans la bande de Gaza, puisqu'il en assume *de facto* la sécurité.

UN DURCISSEMENT DES ENNEMIS D'ISRAËL APRES LE 7 OCTOBRE

Sur le plan international, ces événements ont suscité des réactions immédiates. De nombreux pays notamment en Occident et organisations internationales ont condamné les attaques du Hamas, tandis que d'autres ont appelé à la retenue, voire se sont réjouis pour certains dans le monde

arabo-musulman. En effet, même dans les pays où les élites des pays arabo-musulmans ont reconnu Israël, les opinions publiques demeurent sensibles à la cause palestinienne et apportent une certaine bienveillance à l'égard du Hamas, mouvement considéré comme étant de résistance.

Carte des menaces à l'encontre Israël :



Israël est entourée d'hostilité, mais doit surtout faire face à **4 grands types de menaces**, par ordre de priorité :

- Les pays de l'**arc chiite** (Iran et Syrie) :

Israël a vaincu la coalition arabe à plusieurs reprises dans son histoire comme cela a été montré dans la partie précédente. Seulement, cela ne signifie pas que la « Oumma » communauté des croyants a accepté le statut quo qui implique qu'Israël occupe *de facto* tous les territoires de la Méditerranée jusqu'au Jourdain.

Ainsi, **il se joue une bataille au sein du monde musulman de leadership moral et religieux**. D'une part, sur le plan religieux en raison du conflit entre les chiites et les sunnites issus de la querelle religieuse sur la descendance

du prophète. D'autre part, sur le plan moral, **la cause palestinienne et la lutte antisioniste est utilisée par l'Iran pour rayonner moralement au Moyen-Orient alors que ses rivaux régionaux sont jugés trop proches d'Israël** (la Turquie est le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1949 et l'Arabie Saoudite entretient des relations économiques et s'était inscrite dans un processus de rapprochement avec Israël au moment des accords d'Abraham). **L'arc chiite, composé de l'Iran et de la Syrie et de la minorité chiite irakienne aux portes du pouvoir, est devenu particulièrement hostile à Israël** en raison de plusieurs facteurs historiques, idéologiques et géopolitiques.

L'Iran, après la révolution islamique de 1979, a adopté une position farouchement anti-israélienne, considérant l'État hébreu comme un ennemi et un symbole de l'influence occidentale au Moyen-Orient. Cette hostilité est enracinée dans la politique de soutien inconditionnel aux mouvements de résistance palestiniens et aux mouvements terroristes anti-israéliens, que l'on nomme « proxys » (le Hamas à Gaza, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen) et dans l'ambition iranienne de s'imposer comme une puissance dominante dans la région.

La famille Assad qui domine la Syrie, quant à elle, partage une longue histoire de conflits avec Israël, notamment à cause des guerres arabo-israéliennes et de la question du plateau du Golan, annexé par Israël en 1981. La relation entre l'Iran et la Syrie s'est renforcée avec le temps, notamment par une alliance stratégique basée sur des intérêts communs, ce qui a consolidé leur opposition à Israël.

Concrètement, l'Iran et la Syrie menacent Israël de plusieurs manières. L'Iran soutient activement des groupes armés hostiles à Israël, notamment le Hezbollah au Liban et divers groupes militants palestiniens à Gaza, comme le Hamas et le Jihad islamique palestinien. **Ces groupes reçoivent des financements, des armes et un entraînement militaire de la part de Téhéran, leur permettant de lancer des attaques régulières contre Israël. La Syrie, bien qu'affaiblie par des années de guerre civile, a permis à l'Iran**

d'établir une présence militaire sur son territoire, facilitant le transfert d'armes et la formation de milices pro-iraniennes. De plus, **les capacités balistiques de l'Iran (missiles et drones), avec des missiles capables de frapper le territoire israélien**, ajoutent une menace stratégique directe. Par exemple, l'Iran dispose de « Sejil » qui serait capable de voler à plus de 17 000 kilomètres par heure, avec une portée de 2 500 kilomètres ; le « Kheibar », avec une portée de 2 000 kilomètres et le « Haj Qasem », avec une portée de 1 400 kilomètres⁴. Les soupçons d'acquisition de l'arme atomique par l'Iran sont également une façon de pouvoir préserver son territoire de toute riposte du camp occidental grâce à la dissuasion nucléaire. Cette alliance militaire et le soutien logistique de la Syrie renforcent la capacité de l'arc chiite à exercer une pression constante sur Israël.

Face à ces menaces, **Israël a mis en place plusieurs stratégies de défense.** Le pays a développé des systèmes de défense anti-missile sophistiqués, **tels que le Dôme de Fer**, capable d'intercepter et de détruire les roquettes à courte portée lancées depuis Gaza et le Liban. Pour les menaces de missiles balistiques de plus longue portée, **Israël dispose du système de défense antimissile Arrow**, conçu pour intercepter les missiles à haute altitude. Sur le plan offensif, **Israël mène régulièrement des frappes aériennes en Syrie pour cibler les infrastructures iraniennes et les convois d'armes destinés au Hezbollah.** De plus, le renseignement israélien, le Mossad, joue un rôle crucial en surveillant, en déjouant les plans d'attaques contre Israël et s'attaquant à des responsables politiques et militaires y compris sur le sol iranien ou syrien comme les récents assassinats des leaders politiques du Hamas et du Hezbollah. Cette combinaison de technologies avancées, de capacités militaires proactives et de renseignement robuste constitue le pilier de la stratégie israélienne pour contrer les menaces posées par l'arc chiite.

⁴ Quelles sont les capacités des missiles et des drones de l'Iran ?, Times of Israël, 12 avril 2014.

- Le **Hezbollah** au Liban :

Le Hezbollah, **mouvement chiite libanais fondé en 1982-1983**, est devenu l'un des principaux ennemis d'Israël. Sa création a été directement inspirée par l'invasion israélienne du Liban en 1982, qui visait à éradiquer les bases de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans le sud du Liban. Le Hezbollah, soutenu par l'Iran, s'est alors donné pour mission de résister à l'occupation israélienne et de lutter pour la libération de Jérusalem et des territoires palestiniens à partir du Liban. Idéologiquement, **le Hezbollah adopte une ligne islamiste chiite qui se traduit par un objectif de destruction d'Israël, le considérant comme un Etat illégitime et oppresseur des musulmans**. Cette hostilité est également nourrie par l'influence iranienne, Téhéran utilisant le Hezbollah comme un proxy pour étendre son influence dans la région et contrer les intérêts israéliens et occidentaux.

Le Hezbollah est la deuxième grande menace pour Israël. Le groupe possède **un arsenal important de roquettes et de missiles, estimé à environ 150 000 unités en 2024**, capables d'atteindre des cibles profondes à l'intérieur du territoire israélien. Ces capacités balistiques permettent au Hezbollah de lancer des attaques soutenues et dévastatrices contre des centres urbains israéliens, comme cela a été démontré lors du conflit de 2006. Seulement, **le lancement de roquettes ne vise pas nécessairement à frapper Israël mais à saturer constamment le Dôme de Fer**. En outre, le Hezbollah dispose de combattants bien entraînés et aguerris, **certains ayant acquis une expérience de combat en Syrie aux côtés des forces pro-Assad et d'autres ayant combattu en Irak**. Le groupe utilise également des tunnels d'infiltration le long de la frontière israélienne pour mener des opérations surprises et des incursions. Cette combinaison de forces balistiques, de combattants expérimentés et de tactiques de guérilla constitue une menace constante et polyvalente pour Israël.

Pour se défendre contre ces menaces, Israël a mis en place plusieurs mesures stratégiques et opérationnelles au-delà du seul Dôme de Fer. Par

exemple, **Israël a développé le système de défense antimissile "David's Sling" pour contrer les menaces de missiles à moyenne portée.** Sur le plan militaire, les forces de défense israéliennes (Tsahal) mènent régulièrement des opérations de renseignement et des frappes préventives pour détruire les caches d'armes et les infrastructures du Hezbollah en Syrie et au Liban. **Israël a aussi construit des barrières de sécurité sophistiquées le long de sa frontière nord pour détecter et neutraliser les tunnels d'infiltration du Hezbollah.** Enfin, la coopération étroite avec les États-Unis et d'autres alliés fournit à Israël un soutien d'informations et de technologie pour appréhender les actions du Hezbollah.

- Le **Hamas** à Gaza :

Le Hamas, mouvement islamiste palestinien, est hostile à Israël principalement en raison de ses origines et de sa charte fondatrice. Fondé en 1987 pendant la première Intifada palestinienne, le Hamas se présente comme une alternative militante à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), adoptant une position plus radicale contre Israël. La charte du Hamas appelle explicitement à la destruction de l'État d'Israël et à l'établissement d'un État islamique en Palestine. Ce groupe considère Israël comme un occupant illégitime des terres palestiniennes et s'oppose à toute solution de paix qui reconnaîtrait l'existence de l'État israélien. **Cette hostilité est alimentée par une idéologie islamiste et une interprétation radicale de la lutte pour la libération nationale.**

Le Hamas pose un problème à Israël depuis 2006 : il est constitué d'une branche politique élue à Gaza, mais n'assurant aucune responsabilité, et d'une branche militaire terroriste. Le groupe possède un arsenal significatif de roquettes et de missiles, qu'il utilise régulièrement pour attaquer les villes et villages israéliens. **Ces attaques, souvent indiscriminées, visent à semer la peur parmi les civils israéliens et à infliger des dégâts matériels.** En outre, le Hamas a construit un réseau de tunnels souterrains sous la frontière entre Gaza et Israël, utilisés pour infiltrer des combattants en territoire israélien, mener des attaques et capturer des soldats comme lors du 7

octobre 2023. Le groupe a également recours à des tactiques de guerre asymétrique, y compris des attaques suicides, des embuscades et des pièges explosifs. **L'utilisation de boucliers humains et de sites civils pour stocker des armes et lancer des attaques complique encore les efforts de défense israéliens** car la population Gazaouie est prise en otage par la stratégie militaire du Hamas.

Là encore **le Dôme de Fer est la principale défense israélienne complétée par des opérations régulières à Gaza pour détruire les infrastructures du Hamas, notamment les tunnels et les sites de lancement de roquettes**. Ces opérations incluent des frappes aériennes ciblées et des incursions terrestres lorsque nécessaire. Sur le plan de la sécurité intérieure, Israël a renforcé les barrières et les clôtures de sécurité autour de Gaza, intégrant des technologies de surveillance avancées pour détecter les infiltrations. Tsahal maintient une présence constante autour de la bande de Gaza pour répondre rapidement à toute attaque d'où **la surprise de la population israélienne de la faillite sécuritaire lors du 7 octobre qui rappelle celle de Golda Mehr le 7 octobre 1973 face à la coalition arabe**.

- Le **terrorisme palestinien** en Cisjordanie :

Enfin, Israël est menacée par le terrorisme palestinien en Cisjordanie notamment à proximité des colonies.

Il s'agit d'autres mouvements terroristes que le Hamas : le Jihad islamique palestinien « Brigades Al-Qods » (2 000 combattants) intimement reliés à l'Iran, et d'autres groupes ayant fait sécession avec le Fatah de Mahmoud Abbas lors du processus d'Oslo au début des années 2000.

De même, comme en Occident, **le terrorisme palestinien en Cisjordanie est aussi le fait d'acteurs isolés** (attaques aléatoires au couteau, bombes artisanales, règlements de compte avec un Israélien, etc.) rendant la menace diffuse et difficile à appréhender au regard de l'infinité de motifs pouvant encourager le passage à l'acte terroriste.

Le bilan du terrorisme palestinien en Cisjordanie serait selon les autorités de plus de 500 victimes entre les accords d'Oslo et le 7 octobre. Depuis le 7 octobre, on constate une flambée des attentats et près de 20 Israéliens auraient perdu la vie en Cisjordanie. En miroir, il y aurait eu près de 1 000 morts Palestiniens depuis les accords d'Oslo et près de 560 victimes depuis le 7 octobre.

En somme, Israël fait face à une diversité de menaces entre des Etats-nations coalisés qui veulent sa destruction et des groupes terroristes à ses frontières et en son sein. Israël doit affronter trois fronts avec une recrudescence de l'intensité depuis le 7 octobre :

- Un **front au Sud** à Gaza contre le Hamas ;
- Un **front à l'Est** en Cisjordanie contre les attaques terroristes aléatoires ;
- Un **front au Nord** à la frontière avec le Liban et la Syrie contre le Hezbollah soutenu directement par l'Iran et la Syrie.

Finalement, derrière l'ensemble de ces menaces, on retrouve principalement la stratégie iranienne et celle de ses proxys.

VERS L'ESCALADE A PARTIR DU CONFLIT ENTRE LE HAMAS ET ISRAEL ?

Comme nous l'avons vu, **la recherche de la paix est devenue impossible car les acteurs dominant chaque camp sont ceux ayant les positions les plus extrêmes.** Du côté de la Palestine, le Hamas a bâti son capital politique à Gaza sur les cendres de l'échec du processus d'Oslo en affirmant que la paix sera impossible avec Israël. Leur parti pris est donc de détruire Israël pour faire émerger un Etat islamique de Palestine. De l'autre côté, Israël est dominé par une coalition de droite nationale alliée aux religieux orthodoxes conduite par Benyamin Netanyahu dont le capital politique a été également nourri de l'échec du processus d'Oslo et par le refus de la solution à deux Etats jugée celle qui présente le moins de gages de sécurité.

Bien évidemment, il est impossible de mettre sur le même plan Israël et le Hamas, mais on peut constater de fait que le statut quo est employé par chaque acteur pour justifier une radicalisation de ses positions.

Au niveau du Hamas, **l'escalade est le cœur de la stratégie**. Le 7 octobre en est l'exemple le plus probant. Elle poursuit trois objectifs : **le maintien de la population Gazaouie dans un état de guerre permanent en créant les conditions d'un désastre humanitaire** (1). Deuxième objectif, **le repositionnement du Hamas dans la galaxie des proxys de l'Iran car il était en perte de vitesse au profit du le Jihad islamique palestinien « Brigades Al-Qods »** (2). Or, le Hamas ne peut se passer du soutien logistique et militaire de l'Iran pour maintenir sa domination à Gaza contestée par de plus en plus de petits groupes terroristes encore plus violents que le Hamas. En quelque sorte, le Hamas était en train de se faire déborder par des groupes encore plus violents. Enfin, dernier objectif, **le Hamas cherche à forcer le soutien des leaders du monde sunnite à la cause palestinienne en prenant leurs opinions publiques à témoin** (3). En effet, face à la réaction d'Israël, les puissances sunnites qui avaient entamé un rapprochement avec Israël ne peuvent pas rester insensibles à la cause palestinienne qui figure parmi les principales préoccupations internationales de leurs peuples.

Au niveau des responsables israéliens, deux lectures réalistes s'affrontent : **celle considérant que le sauvetage des otages retenus par le Hamas depuis plus de 300 jours importe plus à court terme que la destruction du Hamas** ; et **celle considérant que la destruction du Hamas est la priorité à court terme pour assurer la sécurité à moyen terme en se prémunissant de nouveaux « 7 octobre »**. La première lecture conduit nécessairement à la désescalade puisqu'elle suppose un accord avec le Hamas. La seconde peut en effet contribuer à l'escalade. **Benyamin Netanyahu semble avoir opté pour la seconde lecture, notamment pour se sortir de son impasse politique personnelle**. L'attaque terroriste du Hamas a miné son capital politique, alors que celui-ci s'était forgé la réputation d'un homme fort garant de la sécurité de son peuple quitte à adopter une position radicale sur la Palestine. En échouant à protéger les

Israéliens, il a malheureusement rendu possible d'autres 7 octobre dans leur esprit. Seulement, comme dans toutes les démocraties libérales, les dirigeants israéliens doivent des comptes à leur opinion publique. **50 ans plus tôt, Golda Meir la « dame de fer » n'avait pas anticipé l'attaque coordonnée de la Syrie et de l'Egypte en dépit de sa politique sécuritaire.** Malgré la victoire israélienne, **elle avait été contrainte de se retirer de la vie politique étant jugée responsable d'un traumatisme pour Israël après la violation de ses frontières.** C'est pourquoi, Netanyahu souhaite continuer la guerre afin de conserver une possibilité de se maintenir au pouvoir et campe sur ses positions contre des cessez-le-feu (en formulant des demandes excessives), malgré les critiques de ses partenaires occidentaux. **Ce dernier pose des conditions toujours plus importantes aux tentatives de trêves.** La dernière en date concerne des garanties à fournir à Israël pour reprendre les combats si la première étape de l'accord n'est pas conclue sachant que Netanyahu demande la sécurisation par Israël du corridor de Philadelphie et le contrôle systématique du retour des habitants du Nord de Gaza, ce qui implique un contrôle de fait du Nord de Gaza. Autant de conditions difficiles à concéder pour les pays arabo-musulmans soutenant la Palestine. Seulement, **Netanyahu est incapable de vaincre le Hamas seul. Il a donc besoin de l'aide occidentale et donc de les impliquer dans un conflit de civilisations de grande ampleur contre le terrorisme islamiste** et ses soutiens comme l'Iran en profitant de l'inimitié entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans son discours au Congrès Netanyahu a d'ailleurs parlé « d'axe du mal » pour évoquer l'Iran.

Ainsi, il semblerait que les extrêmes après avoir refusé la paix d'Oslo sont ceux qui contribuent à l'escalade et donc à **l'hypothèse d'une régionalisation du conflit.**

LES CONSEQUENCES D'UNE ESCALADE : LA REGIONALISATION DU CONFLIT

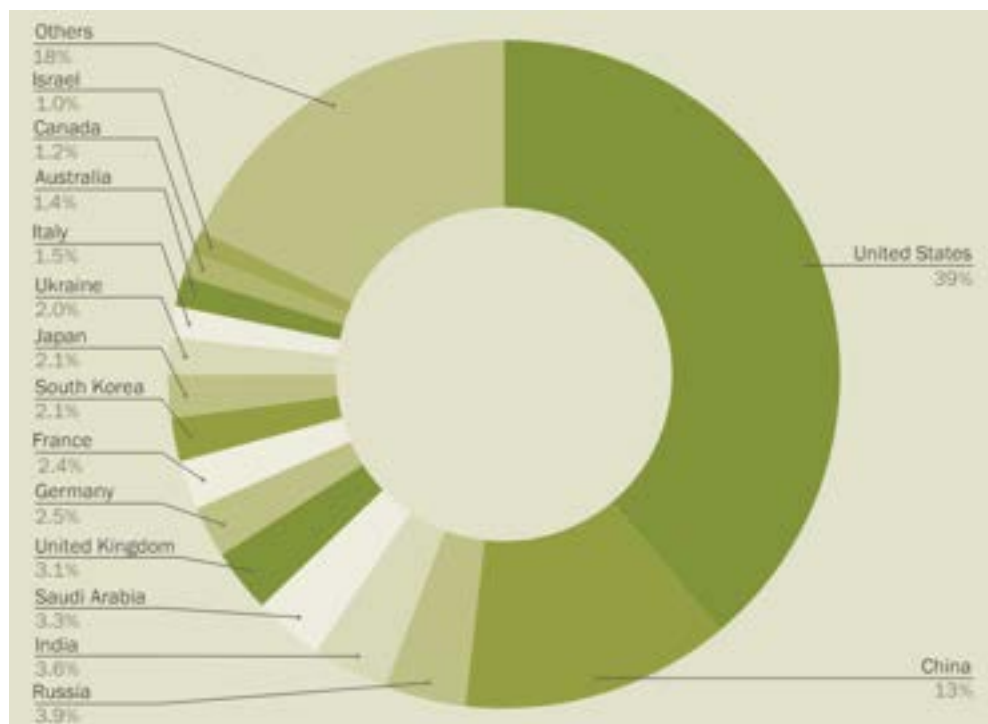
LE MOYEN-ORIENT : UNE SITUATION PROCHE DE L'EUROPE DE 1914

Une situation qui se rapproche de celle de l'Europe en 1914. **Les quatre puissances de la région (Arabie Saoudite, Iran, Turquie et Israël) sont embarquées dans un jeu d'alliances avec des acteurs locaux et sont capables de se livrer une guerre de haute intensité au regard de leur niveau d'armement.** Si Israël est un cas à part car cherchant à survivre dans un environnement hostile, les trois autres puissances cherchent à devenir la puissance régionale. En effet, chacune de ces puissances est une nation-Empire, qui cherche à renouer avec la gloire de leur empire passé :

- **Recep Tayip Erdogan a pour ambition de bâtir une nation turque forte pour restaurer la grandeur ottomane.** Ce projet néo-ottoman puise ses fondements dans la stratégie double : d'une part, la volonté de pousser son avantage au maximum, notamment face à l'Occident avec le rapport de force permanent (Méditerranée, politique migratoire, etc.) et d'autre part, la volonté de devenir le champion de l'islamisme en le soutenant en Occident et en s'appropriant la cause palestinienne pour être le leader moral du monde musulman ;
- **Les ayatollahs iraniens ont pour ambition de restaurer la grandeur perse du temps de Darius et de gagner la querelle religieuse entre chiites et sunnites.** Ainsi, ils utilisent tous leurs atouts (armée, proxys, nucléaire, production énergétique, etc.) à des fins de puissance pour devenir le leader moral du monde musulman ;
- **Mohammed Ben-Salman a également pour ambition de dominer la région.** L'Arabie Saoudite est le leader moral naturel du monde musulman par la présence des lieux saints (La Mecque et Médine) et le conservatisme encore prégnant au sein de sa société, même si cette dernière s'est occidentalisée. Ainsi, l'Arabie Saoudite n'hésite pas à se rapprocher d'Israël face à la menace commune que représente l'Iran ou à intervenir militairement au Yémen contre la rébellion Houthis soutenus par l'Iran. Pour soutenir son effort militaire, l'Arabie Saoudite

a le 5^e budget militaire mondiale avec 3,3% des dépenses militaires du monde entier, soit autant que l'Inde ou le Royaume-Uni.

Répartition des dépenses militaires dans le monde en 2022⁵



Nous observons une mutation de la guerre au Moyen-Orient depuis la guerre froide. Entre 1949, date de la première guerre israélo-arabe jusqu'à 1991 date de la première guerre du Golfe, **les guerres sont principalement des guerres conventionnelles entre Etats-nations** (guerres israélo-arabes, guerre Iran-Irak, ou guerre Irak-Koweït). Or, depuis 1991 et la première guerre du Golfe, **les guerres au Moyen-Orient sont devenues asymétriques**, soit contre des acteurs terroristes islamistes (Afghanistan, guerre contre Daesh en Irak, conflit israélo-palestinien, etc.) ou contre des acteurs non-étatiques dans le cadre des suites du Printemps Arabes (guerre en Syrie, situation instable en Irak depuis le départ de la coalition contre Daesh en 2019).

La multiplication des guerres asymétriques a fait exploser le nombre de petits acteurs belliqueux sur le modèle des mouvements nationalistes

⁵ **Trends in world military expenditure 2022**, Nan Tian, Diego Lopes da Silva, Xiao Liang, Lorenzo Scarazzato, Lucie Béraud-Sudreau et Ana Carolina de Oliveira Assis, Spirit Fact Sheet, April 2023.

européens au sein des grands empires de 1914 (Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne). Désormais, **un assassinat, un attentat, une action particulière peut conduire à un embrasement de la zone au regard des alliances**. Par exemple, frapper trop durement le Hezbollah peut forcer l'Iran à une riposte forte. C'est aujourd'hui le cas après l'annonce par Israël de l'élimination d'un des leaders du Hezbollah : la riposte iranienne se fait encore attendre mais a été annoncée massive et historique.

La seule différence avec la situation européenne de 1914 est l'absence d'alliances officielles entre grandes puissances de la zone et la constitution de deux blocs en conséquence. En effet, pour qu'une guerre éclate, il faut nécessairement la constitution de deux blocs et des intérêts divergents clairement exprimés. Nous avons donc 4 puissances militaires régionales non-alliées : Israël, Iran, Turquie et Arabie Saoudite. Seulement, en cas d'escalade, cela peut très vite s'inverser et les acteurs seront amenés à prendre position pour un des deux camps ou rester neutre. Les tensions aujourd'hui sont au plus haut entre Israël et l'Iran, notamment depuis les attaques de drones iraniens après l'attaque du consulat iranien en avril 2024 et amèneront chaque acteur de la zone à se positionner en faveur ou contre l'Iran.

ETAT DES LIEUX DU RAPPORT DE FORCE MILITAIRE DANS LA REGION

Quatre puissances régionales et une multiplicité d'acteurs locaux terroristes ou nationaux, **quel est le rapport de force ? Quelles sont les alliances possibles ?** Pour les capacités militaires des Etats, les sources de ces chiffres proviennent systématiquement d'Atlasocio sur la base des données SPIRT⁶.

Comme nous l'avons dit, les agissements de l'Iran après les éliminations des leaders de ses proxys par Israël pourraient conduire à une régionalisation du conflit. Dans ces circonstances, **cela amènera les acteurs de la zone à prendre position par rapport à l'initiative iranienne, ce qui aurait été différent si Israël était l'agresseur de l'Iran**. En effet, l'Iran et ses alliés (Syrie

⁶ Atlasocio, d'après les données 2022 de l'International Institute for strategic studies, mars 2023..

et opposition irakienne) peuvent être encouragés et contraints par ses proxys (Hamas et Hezbollah) à entrer guerre contre Israël, **cet arc chiite représente aujourd'hui la plus grande menace pour la paix dans la région.**

Au regard de l'évolution récente de la zone, il est possible de penser que ce bloc chiite pourrait faire face à une alliance de circonstance entre Israël et le bloc sunnite mené par l'Arabie Saoudite pour au moins 3 raisons :

- Il **est dans l'intérêt d'Israël et du bloc sunnite de vaincre l'Iran et l'arc chiite puisque les deux affrontent déjà les proxys iraniens** : Israël à Gaza, en Cisjordanie et au Liban et l'Arabie Saoudite au Yémen.
- L'Iran a annoncé que chaque pays aidant Israël serait considéré comme co-belligérant. Or, **l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis avaient aidé Israël à la mi-avril pour repousser les roquettes tirées par l'Iran.** Une simple collaboration pour repousser une première attaque placerait l'Arabie Saoudite et ses alliés dans le camp des pro-israéliens du point de vue de l'Iran.
- Les **Etats-Unis pourraient encourager une telle alliance puisqu'ils sont liés aux deux par des traités d'assistance militaire** : avec Israël depuis sa création, mais également avec l'Arabie Saoudite depuis 1943 même si les relations entre l'Administration Biden et Mohammed Ben Salmane se sont détériorées en raison du manque de soutien américain au Yémen et de la relance de l'accord sur le nucléaire iranien après le retrait de celui-ci par l'administration Trump.

Bloc n°1 : l'arc chiite

Il s'agit du bloc le plus homogène de la région : sur le plan politique l'alliance entre l'Iran et la Syrie relève d'une évidence historique (liens militaires étroits notamment prouvés lors de la guerre en Syrie en 2011 où l'Iran contribue à soutenir le régime d'Assad), religieuse (deux Etats dominés par des chiites, malgré les quelques nuances entre les chiites des Mollah et les chiites alaouites d'Assad et surtout le fait que la Syrie ne soit pas une théocratie au contraire de l'Iran) et stratégique (les deux Etats partagent les mêmes objectifs à savoir faire progresser l'arc chiite). Or sur ce dernier point, l'arc

chiite ne peut être étendu qu'à trois endroits : en Irak en soutenant l'opposition chiite qui a perdu le pouvoir, au Yémen avec les Houthis mais qui sont encore loin du pouvoir, et en Palestine en soutenant le Hamas et le Hezbollah pour faire émerger un Etat islamique pro-chiite.

Les capacités militaires de cet arc chiite sont composées de la façon suivante :

- Iran :
 - 650 000 soldats réguliers et 350 000 réservistes dont près de 200 000 gardiens de la révolution ;
 - Armée de l'Air : 600 avions de combat et 320 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 4 000 véhicules de combat, 7 000 pièces d'artillerie et 1 500 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 354 navires de combat
- Syrie :
 - 125 000 soldats réguliers et 100 000 paramilitaires ;
 - Armée de l'Air : 200 avions de combat et 80 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 6 500 véhicules de combat, 4 000 pièces d'artillerie et 1 300 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 40 navires de combat
- Hezbollah :
 - 100 000 combattants ;
 - 150 000 roquettes et missiles ;
 - 2 500 drones ;
- Hamas et autres proxys pro-chiites en Palestine :
 - 20 000 combattants avant le 7 octobre (dont la moitié aurait été tué par Israël depuis le 7 octobre) ;
 - 10 000 roquettes et missiles avant le 7 octobre
 - 1 000 drones ;
- Houthis :
 - 100 000 à 300 000 combattants revendiqués par le groupe ;
 - Plusieurs centaines de véhicules de combat et de systèmes de défense anti-char et anti-aérien pris à l'armée régulière yéménite.

Bloc n°2 : Israël et les pays sunnites (à l'exception de la Turquie et de ses alliés)

Il n'y a pas d'alliance entre ce bloc, mais en cas de conflit entre l'Iran et Israël, tout indique que l'Arabie Saoudite et ses alliés (Emirats Arabes Unis, Egypte, Jordanie, Yémen, etc.) pourraient opter soit pour la neutralité, soit pour affaiblir l'arc chiite. Avant de déterminer les forces en présence de ce « bloc », il y a tout de même quelques conditions et points de nuance à apporter :

- Il n'y a pas **d'alliance entre Israël et les pays sunnites**. Il s'agit d'une reconnaissance mutuelle ou de liens économiques et parfois militaires comme l'a montré l'appui à la défense d'attaques de drones iraniens.
 - Seule l'Iran peut fédérer ces deux camps. Une guerre d'Israël contre les seuls proxys de l'Iran, notamment au Liban, ne devrait pas entraîner de soutien militaire saoudien.
- **Il n'y a pas non plus une alliance stable au sein des pays sunnites :**
 - Les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Egypte ont été longtemps mauvaises, mais se sont réchauffées avec Al-Sissi, qui appuie l'Arabie Saoudite au Yémen et qui a réglé un différend territorial en rétrocédant deux îles à l'Arabie Saoudite en 2019 ;
 - Les relations entre l'Arabie Saoudite et l'actuelle Irak depuis 2020 qui est pro-américain sont bonnes, mais il y a depuis 2003 une incertitude politique très forte en Irak menacée en permanence de coup d'Etat qui changerait la donne ;
 - Les relations entre l'Arabie Saoudite et la Jordanie ont été fragilisées depuis la crise du Golfe en 2017 où la Jordanie refuse le boycott du Qatar.

Les capacités militaires de cette « alliance de circonstance » sont composées de la façon suivante :

Le régime israélien :

- Israël :
 - 180 000 soldats réguliers et 300 000 réservistes mais avec une population militarisée en lien avec le service militaire obligatoire pour les hommes et les femmes ;
 - Armée de l'Air : 500 avions de combat et 150 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 1 500 véhicules de combat, 600 pièces d'artillerie et très peu de systèmes de défense anti-aériens car ils ont le Dôme de Fer
 - Marine nationale : 50 navires de combat
 - Le Dôme de Fer et les différents systèmes de défense anti-missiles présentés ci-dessus.

Sachant que le niveau de complexité technique israélien surpasse assez largement les autres pays de la zone et complété de la cyberdéfense israélienne et de services de renseignement parmi les meilleurs du monde.

Les pays sunnites :

- Arabie Saoudite :
 - 300 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l'Air : 700 avions de combat et 350 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 7 000 véhicules de combat, 1 700 pièces d'artillerie et 1 100 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 180 navires de combat
- Egypte :
 - 800 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l'Air : 750 avions de combat et 300 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 10 000 véhicules de combat, 5 000 pièces d'artillerie et 2 500 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 200 navires de combat
- Jordanie :

- 115 000 soldats réguliers ;
- Armée de l’Air : 100 avions de combat et 80 hélicoptères ;
- Armée de Terre : 2 000 véhicules de combat, 1 500 pièces d’artillerie et 200 systèmes de défense anti-aériens
- Marine nationale : aucun navire de combat
- Emirats-Arabes-Unis :
 - 70 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l’Air : 300 avions de combat et 170 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 3 500 véhicules de combat, 800 pièces d’artillerie et 1 120 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 180 navires de combat
- Yémen :
 - 50 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l’Air : 6 avions de combat et aucun hélicoptère ;
 - Armée de Terre : 20 véhicules de combat, 10 pièces d’artillerie et plus aucun système de défense anti-aériens
 - Marine nationale : aucun navire de combat

Bloc n°3 : la Turquie et ses alliés :

En revanche, l’acteur dont la position est la plus difficile à déterminer serait la Turquie qui à la fois héberge des armes nucléaires américaines et est membre de l’OTAN, reconnaît Israël et est un rival de l’Iran pour être le champion de l’islamisme, mais qui pourrait être tentée d’être allié à l’Iran justement dans le cas d’une guerre au motif de l’islamisme contre le camp occidental incarné par Israël.

Les capacités militaires de la Turquie et de ses alliés sont les suivantes :

- Turquie :
 - 500 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l’Air : 650 avions de combat et 500 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 11 500 véhicules de combat, 3 500 pièces d’artillerie et 1 500 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 270 navires de combat

- Azerbaïdjan :
 - 80 000 soldats réguliers ;
 - Armée de l'Air : 100 avions de combat et 80 hélicoptères ;
 - Armée de Terre : 1 500 véhicules de combat, 1 300 pièces d'artillerie et 50 systèmes de défense anti-aériens
 - Marine nationale : 40 navires de combat

Synthèse des forces principales en présence par bloc (estimations) :

Bloc	Pays	Soldats	Air	Terre	Mer	Autre
Arc chiite	Iran	1 000 000	920	12 000	350	Gardiens de Révolution
	Syrie	225 000	280	12 000	50	
	Hezbollah	100 000				150 000 roquettes
	Palestine	15 000				10 000 roquettes
	Houthi	200 000				
	TOTAL	1 540 000	1 200	24 000	400	
Israël	Israël	500 000	650	2 000	50	Dôme de Fer + Mossad + technologie
Pays sunnites	Arabie S.	300 000	1 050	10 000	200	
	Egypte	800 000	1 050	17 500	200	
	Jordanie	120 000	200	3 700	0	
	EAU	70 000	500	5 500	200	
	Yémen	50 000	10	30	0	
IS+sunnites	TOTAL	1 840 000	3 460	38 730	650	
Turquie et alliés	Turquie	500 000	1 150	16 500	270	
	Azerb.	80 000	200	3 000	50	
	TOTAL	580 000	1 350	19 500	320	

A la lumière de ce tableau, **nous observons un rapport de force assez équilibré entre l'arc chiite et l'alliance « israélo-arabe », même si légèrement en défaveur de l'arc chiite notamment sur les capacités terrestres et surtout aériennes.** En revanche, **un basculement de la Turquie dans une alliance avec l'arc chiite rééquilibrerait considérablement le rapport force, voire l'inverserait** : l'arc chiite et la Turquie aurait – sans aide extérieure de chaque acteur – légèrement l'avantage sur l'alliance « israélo-arabe ».

QUELS SCENARIOS DE REGIONALISATION ?

Au regard de la situation et des rapports de force décrits ci-dessus et dans l'attente de la réponse iranienne, il y a deux scénarios de régionalisation du conflit.

Scénario 1 : une guerre globale contre le terrorisme (coalition internationale contre les proxys iraniens)

Ce premier scénario consiste à un élargissement du conflit entre Israël et le Hamas à l'Iran où Israël combat les proxys iraniens sur tous les fronts : au Sud Gaza comme au Nord au Liban. Ainsi, nous revivons à la fois la guerre de 2006 au Liban avec l'intervention de Tsahal jusqu'à Beyrouth et la guerre actuelle à Gaza contre le Hamas. L'objectif de cette guerre serait de vaincre les proxys de l'Iran pour l'affaiblir durablement.

Seulement, Israël ne serait pas le seul acteur à prendre part à un tel conflit et l'on pourrait voir réémerger la coalition internationale entre les pays occidentaux et les pays arabes. Cette coalition pourrait rassembler **le monde occidental avec les Etats-Unis, les Etats-membres de l'Union européenne, l'Australie, le Canada, solidaires d'Israël car victimes aussi du terrorisme islamiste et le monde arabo-musulman avec l'Arabie Saoudite, les autres pétromonarchies, la Jordanie, l'Egypte ou encore le Maroc, victimes également du terrorisme islamiste dans leur pays**. Elle rappellerait la coalition menée en 2014 contre l'Etat islamique au Levant (Daesh) en Syrie et en Irak. Or, cette expérience fut un franc succès puisque l'Etat islamique au Levant a été quasiment annihilé en moins de 5 ans sur un territoire bien plus important qu'à Gaza. De même, cette coalition a l'avantage d'avoir eu à lutter contre les modes opératoires pratiqués par le Hamas à Gaza et le Hezbollah au Liban, à savoir libérer des otages (1) et frapper des villes au sein desquelles les terroristes se cachent (2). La coalition internationale aurait selon Airwars été à l'origine d'entre 7 500 et 12 000 victimes en 5 ans lorsque les opérations menées à Gaza par Israël auraient déjà largement atteint ce niveau de victimes en moins de 10 mois.

Du côté des deux belligérants initiaux (Iran et Israël), cette régionalisation ne serait pas vécue de la même façon.

Du côté israélien, **ce scénario a toujours été encouragé par Israël, notamment par Benjamin Netanyahu**. Une grande partie de sa grille de lecture des relations entre l'Occident et son pays dépend de la lutte contre l'islamisme. Pour « Bibi », **le Hamas, comme Daesh ou Al Qaida doit être exterminé car il s'agit d'une tête de l'hydre islamiste**. Les attentats du 7 octobre tendent à lui donner raison au regard du niveau de barbarie exceptionnel réalisé par le Hamas, au même titre que le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ou le 13 novembre 2015 en France. Seulement, ce scénario n'a jamais pu avoir lieu, même le 7 octobre puisque cette proposition avait été faite par Emmanuel Macron mais refusée par l'administration Biden. En effet, les résultats d'une telle coalition pourraient être mitigés car dans les faits, la coalition anti-Daesh a aussi bénéficié des frappes militaires russes, iraniennes et de l'appui chinois au régime de Bachar el-Assad. Or, cet axe aujourd'hui maintient son soutien à l'Iran qui pourrait maintenir son appui à ses proxys.

Du côté iranien, ce scénario semblerait être le plus intéressant. **L'Iran pourrait utiliser ses proxys sans se mettre en difficulté dans un conflit de nation contre nation avec le risque de frappes sur son sol**. En effet, **l'Iran demeure un colosse aux pieds d'argile** avec une situation politique complexe (une succession d'Ali Khamenei à anticiper dans les prochaines années, une partie de la société civile qui aspire à libéraliser le régime, une révolte contre le port du voile islamique) et une situation économique difficile marquée par un taux d'inflation de 44,6% en 2023 et un taux de chômage à 7,5% e, 2023. Le pays pourrait ne pas être en mesure de financer une transition en économie de guerre, notamment du fait de la diminution du cours du baril de pétrole qui constitue les principales exportations de l'Iran.

Scénario 2 : une guerre impériale entre Etats-nations sur le modèle de la guerre Iran-Irak

Ce second scénario consiste à un élargissement XXL du conflit entre Israël et le Hamas à un conflit véritablement régional avec plusieurs fronts où s'affrontent les armées israéliennes alliées des armées arabes contre les armées iraniennes.



Hors intervention occidentale ou d'autres acteurs comme la Russie ou la Chine, Il est possible d'identifier 3 fronts de haute intensité sur cette carte du Moyen-Orient :

- Un front au Sud au le Yémen où s'affronteraient des forces saoudiennes, égyptiennes contre les Houthis ;
- Un front central en Irak où interviendraient les armées arabes avec un appui tactique de l'armée israélienne directement contre l'Iran ;

- Un front au nord au Liban et en Syrie où s'affronteraient les armées israéliennes, égyptiennes et jordaniennes contre celles de l'Iran, de la Syrie et du Hezbollah.

Deux interrogations persistent dans ce scénario :

- Le positionnement de la Turquie comme il a été mentionné précédemment : Erdogan préfèrera-t-il se débarrasser de son rival systémique qu'est l'Iran ? Ou ira-t-il jusqu'au bout de sa doctrine anti-occidentale et donc s'associera-t-il avec l'Iran ?
- Le positionnement d'autres acteurs du monde arabo-musulman notamment le Qatar (peut-il réellement rester neutre ?), mais surtout les pays du Maghreb. Si l'on imagine que l'Algérie pourrait le parti de l'Iran et de son alliance, que ferait le Maroc ? Pourrait-on avoir une réouverture du front entre le Maroc et l'Algérie sachant que les tensions entre les deux pays sont au plus depuis quelques semaines sur la question du référendum au Sahara occidental ?

Là encore, du côté des deux belligérants initiaux (Iran et Israël), cette régionalisation ne serait pas vécue de la même façon.

Du côté israélien, **on note de plus en plus la volonté de Netanyahu d'emmener l'Occident dans un tel conflit**. En effet, comme nous l'avons dit, ce dernier est dans une impasse politique depuis le 7 octobre car il n'a pas su libérer les otages, ni vaincre le Hamas. De plus, Israël peut risquer d'être de plus en plus isolée du reste du monde, notamment des pays du Sud Global attentifs à la cause palestinienne. Or, **les Etats-Unis et le reste de l'Occident ne veut pas engager de forces contre le Hamas et même plus généralement contre les proxys de l'Iran** car d'une part ils redoutent une mondialisation du conflit (l'Iran étant soutenue par la Chine et la Russie) et d'autre part, ils redoutent une défaite politique (comme en Irak ou en Afghanistan après les interventions de Georges W. Bush), voire une défaite militaire (comme au Vietnam lors de la guerre froide ou sur le modèle de l'Afghanistan pour la Russie). En effet, si les Américains n'ont pas gagné en Irak ou Afghanistan, comment pourrait-il vaincre l'Iran ?

C'est pourquoi face aux hésitations occidentales, **le seul motif suffisamment fort pour les forcer à entrer dans un conflit serait une régionalisation totale du conflit avec des affrontements entre armées régulières contre l'Iran**. En effet, les Etats-Unis, désignés par l'Iran comme le « Grand Satan », haïssent profondément le régime iranien depuis la prise des otages de 1979. Cela pourrait être un motif pour chercher à détruire ce régime ainsi que ses proxys. Une administration de Donald Trump serait bien plus encline que celle de Joe Biden ou Kamala Harris au regard des actions réalisées par Donald Trump contre l'Iran (retrait de l'accord, etc.).

En revanche, du côté iranien, il y a deux tendances contradictoires face à cette régionalisation du conflit. D'une part, elle peut s'apparenter comme une catastrophe pour le régime. Sans implication de la Turquie, le rapport de force en termes de forces conventionnelles leur ait défavorable. En plus, une intervention américaine d'un Donald Trump accentuerait le déséquilibre des forces militaires.

D'autre part, on peut se dire que l'Iran s'il veut détruire Israël n'aura pas de meilleure fenêtre d'opportunité. Trois raisons expliquent cela. Premièrement, **le régime serait pris dans le piège de sa stratégie de communication antisioniste virulente**. Le régime joue sa crédibilité après avoir été humilié une fois sur son attaque de 300 drones en avril dernier qui n'a causé quasiment aucun dégâts et l'élimination du leader du Hamas à Téhéran. S'ils ne vont pas jusqu'au bout, il pourrait perdre leur crédibilité politique et certains proxys ou certains pays qui pensaient que l'Iran pourrait offrir un autre Moyen-Orient pourrait changer d'options voire d'allégeance avec la concurrence de la Turquie voire de l'Arabie Saoudite ou de l'Egypte.

Deuxièmement, **il y a une incertitude sur le degré de soutien de l'Occident**. En effet, **l'Occident est d'une part déjà bien engagée sur le front ukrainien** et d'autre part, **les Etats-Unis s'apprêtent à entrer dans quelques semaines dans une élection présidentielle** qui va introduire une possible passation de pouvoir qui crée de l'incertitude sur la verticalité de la prise de décision militaire. Est-ce que Joe Biden affaibli, après l'élection

présidentielle, peut engager les forces américaines dans un conflit de haute intensité ?

Troisièmement, **un conflit de haute intensité maintenant permet à l'Iran de capitaliser les failles israéliennes**. L'Etat hébreu en compte au moins trois. Au niveau politique, Benyamin Netanyahu est très contesté en interne pour ne pas avoir prévenu le 7 octobre et pour ne pas avoir atteint ses objectifs de guerre (la libération des otages et la destruction du Hamas). Même si la société israélienne pourrait faire front une derrière son chef en cas de guerre contre l'Iran, toujours est-il que le climat politique n'est pas propice à une union nationale au sein du pays (1). Au niveau sécuritaire, Israël a démontré des failles organisationnelles sur la protection de ses frontières lors du 7 octobre qu'elle n'avait jamais montré depuis 1973. (2) Au niveau militaire, Israël est affaibli puisqu'elle doit faire face à 3 fronts (Nord, Sud et Est). Seulement, ces trois fronts engendrent deux conséquences : l'effort militaire israélien est dispersé et le Dôme de Fer peut très vite être saturé en cas d'attaques coordonnées entre le Hamas, le Hezbollah et l'Iran comme l'on montré les événements d'avril dernier avec un Dôme de Fer saturé à plus de 80%. (3). **Il se pourrait qu'un tel alignement des planètes ne puisse plus jamais revoir le jour.**

UNE REGIONALISATION DU MONDE QUI ABOUTIRAIT A UNE GUERRE MONDIALE

Aucun acteur international n'a intérêt à cette régionalisation du conflit. En effet, au regard de l'architecture mondiale, **elle pourrait dégénérer en guerre mondiale entre un bloc occidental pro-armées israélo-arabes et un bloc oriental pro-armées chiïtes.**

VERS UNE MONDIALISATION DU CONFLIT ?

Une mondialisation du conflit est possible dans la mesure où les acteurs régionaux sont embarqués dans un système d'alliances à l'échelle planétaire on l'on revit une bipolarisation entre bloc occidental autour de l'OTAN et bloc oriental autour de l'axe sino-russe associé à des pays qui ne veulent plus de la domination occidentale du monde.

Or, **l'Iran a des liens très étroits avec l'axe sino-russe.** S'agissant de la Russie, le pays est un allié historique de Vladimir Poutine. **Il soutient l'effort de guerre russe en Ukraine** en étant un des principaux débouchés commerciaux des exportations industrielles et agricoles russes. Les partenariats militaires sont également nombreux. Les deux nations collaborent en Syrie depuis 2011 et ont dit « non » à une intervention américaine après que Barack Obama ait placé comme ligne rouge l'utilisation d'armes chimiques du régime.

S'agissant de la Chine, **l'Iran est un partenaire stratégique pour le régime, notamment dans le cadre du projet des Nouvelles routes de la Soie** où l'Iran figure à une place centrale. Or, cette stratégie commerciale chinoise est une des clefs pour Xi Jinping afin de gagner le match du leadership mondial face aux Etats-Unis puisque si le projet réussit, la Chine redeviendra le centre névralgique du monde comme avant la parenthèse de domination occidentale du XIXème siècle. C'est pourquoi il est l'un des seuls pays au monde à contourner l'embargo américain sur le pétrole iranien. **Elle achète**

80% du pétrole iranien ce qui permet au régime d'éviter la faillite économique.

LE DILEMME DE L'OCCIDENT

Une régionalisation du conflit qui tend à déboucher vers une mondialisation du conflit met l'Occident et surtout l'Union européenne face à un dilemme. Il sera difficile de ne pas choisir le camp israélien et donc d'entrer dans une guerre contre « l'axe du mal » ou contre l'islamisme.

Seulement, cela emporterait deux dynamiques. Tout d'abord, l'Occident devra convaincre ses opinions publiques de s'engager dans un nouveau conflit. Or, celles-ci sont de moins en moins enclines à s'engager notamment au Moyen-Orient après les échecs en Afghanistan, en Irak et dans une moindre mesure en Libye. Selon différents sondages, **76% des Français sont contre l'envoi de troupes en Ukraine** qui a subi une véritable agression, comment pourrait-il être favorable à un envoi de troupes au Moyen-Orient dans une région plus lointaine, où l'on a déjà perdu et où les enjeux sont plus difficiles à expliciter ?

Ensuite, l'Occident devra affronter un conflit qui ne sera pas uniquement localisé au Moyen-Orient. Une intervention occidentale en faveur d'Israël pourrait déclencher une guerre de civilisation sur notre propre sol. En effet, l'évolution géopolitique du Moyen-Orient a des impacts sur nos sociétés en lien avec les communautés musulmanes. La multiplication des faits d'entrisme et la présence sur notre sol du totalitarisme islamique, créent les conditions d'un choc des civilisations au sein de nos pays. Or, une partie des populations musulmanes ou non en Europe restent critiques vis-à-vis de l'État juif et de sa politique à Gaza. Or, devant une guerre que les Gardiens de la révolution s'empresseront de présenter comme une guerre sainte, certains d'entre eux radicalisés ou en voie de radicalisation pourraient appeler au soutien de l'Iran.

CONCLUSION : QUELLE VOIX DOIT FAIRE ENTENDRE LA FRANCE ?

La France doit jouer de ses alliances diplomatiques naturelles avec Israël et le Liban et une partie du monde arabe pour **tenir une parole d'équilibre et éviter la régionalisation du conflit**. Nous n'y avons aucun intérêt.

Le rôle de la « vieille France issue d'un vieux continent » pour reprendre les termes de Dominique de Villepin dans son discours de 2003 devrait être de rappeler que l'engrenage de la guerre ne conduit qu'au désastre. Elle doit renouer avec une parole gaullienne d'équilibre : aider Israël à détruire le Hamas, tout en s'opposant à une riposte disproportionnée notamment en refusant l'escalade du conflit vers l'Iran. La présidentielle américaine, focalisant l'attention sur des problématiques internes, offre une fenêtre de tir pour que la France exprime sa voix singulière.

Une telle attitude gaullo-chiraquienne redorerait notre image, notamment auprès des pays arabes qui retrouveraient « la politique arabe » du Général de Gaulle. Ainsi, nous préserverions des pays comme le Liban d'un nouveau conflit comme en 2006 alors que le pays est dans une situation politique, sécuritaire et économique épouvantable, et nous aiderions Israël à vaincre le Hamas pour lui permettre de retrouver dans la mesure du possible ses otages et surtout vivre en sécurité, ce qui constitue la première des libertés.

Par **William Thay**, Président du Millénaire

Matthieu Hocque, Directeur adjoint des Etudes du Millénaire

Crédit photo :

[Montage of Benjamin Netanyahu and Benny Gantz](#), Executive Office of the President of the United States and President of the Russian Federation (edited by [Matankic](#)), sous license [Attribution-Share Alike 4.0 International](#), via Wikimedia Commons

[Portrait of Ayatollah Ali Khamenei](#), Unknown author, sous license [Attribution-Share Alike 4.0 International](#), via Wikimedia Commons.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*